

REPUBLIQUE GABONAISE

UNION TRAVAIL JUSTICE



ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR ALI BONGO ONDIMBA
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT

*« Débat général de la 69^{ème} Session Ordinaire de
l'Assemblée Générale des Nations Unies »*

New York, le 25 Septembre, 2014

Vérifier à l'audition

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à adresser mes sincères félicitations à **Son Excellence Monsieur Sam KAHAMBA KUTESA** pour son élection à la tête de la 69^{ème} Session Ordinaire de l'Assemblée Générale. Je l'assure d'ores et déjà du soutien de mon pays.

Le travail remarquable accompli par son prédécesseur, **Son Excellence Monsieur John William ASHE**, au cours de la précédente session, mérite notre reconnaissance. Il en est de même des louables et inlassables efforts du Secrétaire Général, **BAN Ki-Moon**, à la tête de notre Organisation.

Monsieur le Président,

Lors de notre précédente session, nous déplorions et dénoncions déjà les lâches attaques terroristes contre le centre commercial de Nairobi. Voici que, telle une fatalité, la présente session se tient dans un contexte tout aussi préoccupant, marqué par de graves menaces à la paix et la sécurité internationales.

D'abord l'avancée de la nébuleuse terroriste **BOKO HARAM** qui étend son champ d'action à la frontière des pays voisins du Gabon, semant la désolation et tuant sans distinction. Ensuite, la réapparition de l'épidémie de la fièvre hémorragique **Ebola**, d'une virulence sans précédent, qui endeuille l'Afrique.

Qu'il me soit permis de m'incliner devant la mémoire de ceux qui ont perdu la vie en tentant de secourir les malades. Je rends également un hommage solennel aux femmes et hommes qui, au péril de leurs vies, se battent chaque jour pour l'éradication de cette pandémie.

La menace que pose Ebola étant globale, les ripostes nationales devraient être relayées par une mobilisation générale au niveau planétaire.

C'est dans ce sens que mon pays se félicite des mesures prises récemment par l'Union africaine, les Nations Unies ainsi que des nombreuses initiatives nationales annoncées. J'accueille favorablement la décision des Nations Unies d'envoyer une mission sanitaire d'urgence pour combattre l'épidémie Ebola dans les pays affectés.

Mon pays, qui par le passé a gagné la bataille face à plusieurs crises Ebola, se propose de mettre à disposition le Centre International de Recherche Médicale de Franceville (CIRMF) dont l'expertise sur cette épidémie est avérée.

Monsieur le Président,

Je me réjouis que cette session nous permette de débattre sur un sujet qui nous préoccupe tous, à savoir « **Elaborer et mettre en œuvre un programme de développement porteur de changements pour l'après-2015** ».

Le rapport adopté récemment par l'Assemblée générale sur les **Objectifs de Développement Durable (ODD)** constitue pour le Gabon une base solide dans l'élaboration de cet agenda.

Mon pays se réjouit que les priorités africaines, notamment l'éradication de l'extrême pauvreté, la promotion d'une agriculture durable, l'industrialisation, la protection de l'environnement, figurent en bonne place dans ce rapport.

Je voudrais rappeler que le Gabon est entré dans le processus de l'Agenda de Développement post-2015 dans le cadre de la mise en œuvre du **Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE)**.

Le **PSGE** procède d'une vision, d'une approche qui nous a conduit à nous définir un programme de développement ambitieux. Ce programme intègre bien sûr les préoccupations prises en compte dans les OMD, tout comme les défis liés aux changements climatiques et à la sécurité alimentaire. Il accorde, naturellement, une place de choix à tout ce qui concourt à la mise en valeur du potentiel que constitue la jeunesse.

Monsieur le Président,

La stratégie mise en place par le Gabon vise à accélérer la transformation structurelle de son économie en passant, dans un avenir proche, d'une économie de rente à une économie d'industries et de services à forte valeur ajoutée.

Dans la phase actuelle de la réalisation de ce programme, l'accent est particulièrement mis sur les facteurs de compétitivité que sont la formation du capital humain, la construction et la mise à niveau des infrastructures de développement, y compris le développement du numérique et l'augmentation de la capacité énergétique.

Ainsi, à court terme, nous envisageons de consentir des efforts supplémentaires en matière d'éducation et de formation dans l'optique d'améliorer le rendement du système éducatif de base. L'objectif ici est de renforcer l'employabilité en vue de fournir une main d'œuvre qualifiée au marché de l'emploi, et accélérer l'insertion des jeunes dans la vie active.

Le développement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la pisciculture, y compris la sécurité alimentaire, continue de bénéficier d'une attention soutenue de mon gouvernement.

Ce sont-là autant de domaines où nous avons cru devoir anticiper notre saut dans l'agenda de développement post-2015.

Monsieur le Président,

Il est notoire que tous ces efforts ne peuvent véritablement prospérer que dans un environnement politique, économique et social où règne la bonne gouvernance.

C'est dans cette optique que le Gabon s'est doté d'instruments institutionnels, tels que la Commission Nationale de la Lutte contre l'Enrichissement Illicite, dont la mission globale est de garantir la transparence et l'obligation de reddition dans la gestion des deniers publics.

Depuis lors, **j'ai fait de la lutte contre la corruption un objectif stratégique prioritaire.** En ce moment même, des missions de contrôle et d'inspection d'envergure sont menées dans tout le pays avec des résultats conséquents.

Je reste profondément convaincu que pour conférer de solides bases à notre agenda post-2015, il nous faut modeler notre environnement économique de sorte que la transparence guide l'attribution des marchés publics et des permis, la rentabilisation des investissements, mais aussi le respect des obligations des opérateurs économiques vis-à-vis de l'Etat.

Monsieur le Président,

L'engagement du Gabon en matière de lutte contre le changement climatique reste constant, compte tenu de la gravité du phénomène.

En effet, comme cela a déjà été souligné, le dernier rapport du GIEC nous rappelle la dure réalité des dégâts causés par les changements climatiques. Nous aurions tort de rester insensibles à ce qui se passe sous nos yeux.

C'est pour cela que je me félicite des engagements pris par les Chefs d'Etat et de Gouvernement au terme du Sommet sur le climat qui s'est tenu ici même le 23 septembre dernier.

Je réitère ici la détermination du Gabon à assumer sa part du devoir. **Notre ambition, faut-il le rappeler, est de diminuer, d'ici à 2025, plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre produit par chaque Gabonais.**

Mon pays tient par ailleurs à renforcer sa contribution aux efforts de la communauté internationale en vue de l'adoption d'un accord plus contraignant, appelé à succéder au Protocole de Kyoto.

C'est tout le sens de la rencontre que nous allons organiser à Libreville, du 18 au 19 mars 2015, pour une **Initiative des pays du Sud en faveur du Climat (*South Climate Initiative*)**.

Par cette Initiative, qui interviendra après la Conférence de Lima, étape importante, nous voulons apporter une contribution structurée des pays du Sud au succès de la Conférence de Paris.

L'ampleur des dérèglements causés par le réchauffement de la terre atteste que le changement climatique est une question existentielle. Face à l'extrême gravité du péril qui nous menace, nous devons nous unir. Nous devons travailler main dans la main, avec le même objectif : **la planète doit être sauvée à Paris en décembre 2015.**

Monsieur le Président,

Dans un an, notre Organisation célébrera son 70ème anniversaire. Cette maturité doit lui permettre de mieux répondre aux défis multiformes qui se présentent à elle.

La réalisation effective du **Programme de transformation post 2015** est également à ce prix.

C'est pourquoi il nous faut poursuivre nos efforts en vue de résoudre les crises et foyers de tension ayant cours dans diverses parties du monde.

En ce qui concerne la République Centrafricaine, le Gabon continue de participer activement aux efforts de la CEEAC, de l'Union Africaine, de l'ONU et du reste de la communauté internationale, visant la stabilisation de la situation politico-sécuritaire, économique et humanitaire sur le terrain.

Je tiens, à cet égard, à saluer le Forum de Brazzaville pour la paix en Centrafrique qui s'est conclu par la signature d'un accord de cessation des hostilités.

Par ailleurs, le Gabon se félicite de la mise en place effective de la MINUSCA qui a pris le relais de la MISCA.

Pour ce qui est du Mali, le Gabon soutient le processus de paix engagé et appuie les efforts de médiation déployés par le Burkina Faso, l'Algérie et le Maroc aux fins de parvenir à une paix durable.

Au Soudan du Sud, le Gabon soutient les efforts de l'IGAD et l'Union Africaine dans la recherche d'une solution politique négociée entre les deux belligérants.

Monsieur le Président,

S'agissant du conflit israélo-palestinien, je salue la signature, sous la médiation de l'Egypte, du cessez-le-feu entre Israël et le Hamas.

Je forme le vœu que cette trêve dure et favorise la reprise des négociations directes en vue de la réalisation de la **vision largement partagée de la création d'un Etat palestinien viable, existant en bonne intelligence aux côtés d'Israël, dans la paix et la sécurité, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues.**

En ce qui concerne le Sahara occidental, le Gabon se félicite des efforts de dialogue et de négociations consenties par notre Organisation.

Mon pays tient à réitérer son soutien à l'initiative marocaine qui nous paraît être une proposition courageuse et réaliste susceptible d'aboutir à un règlement durable.

Enfin, pour ce qui est de l'embargo contre Cuba, le Gabon réitère sa position en faveur de sa levée, en raison de son impact négatif sur le bien-être de la population.

Monsieur le Président,

Jamais la menace terroriste n'a été aussi forte que ces derniers temps, hypothéquant la survie même des institutions des pays touchés par ce phénomène odieux.

En Afrique, l'activisme de **BOKO HARAM** pousse des populations entières à vivre loin de leurs foyers d'origine, dans la terreur, la précarité et le désespoir.

Au Moyen-Orient, le **prétendu Etat Islamique** a fini par étendre son règne funeste à l'est de la **Syrie** et au nord de l'**Irak**. Son implantation s'est accompagnée d'un long cortège de viols, d'exécutions sommaires, de décapitations et de punitions de tous ordres perpétrées contre tous ceux qui, aux yeux des extrémistes, symbolisent le refus de la radicalisation.

Aucune nation n'étant désormais épargnée par la folie meurtrière de ces entités négatives, la lutte contre le terrorisme se doit donc d'être plus concertée et plus coordonnée.

Mon pays réitère son soutien aux efforts internationaux ainsi menés et réaffirme sa ferme condamnation des actes terroristes sous toutes ses formes et manifestations.

C'est pour faire face au défi sécuritaire que représente le terrorisme, que nous devons renforcer les capacités opérationnelles de nos forces de défense et de sécurité, conformément à l'esprit de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

Monsieur le Président,

A ces préoccupations de paix et de sécurité, s'ajoutent d'autres menaces transversales, notamment le braconnage et le commerce illicite des espèces protégées. Ce phénomène grandissant, plus particulièrement en Afrique centrale, constitue une menace à trois niveaux : écologique, économique et sécuritaire.

C'est en cela que mon pays demeure attaché à l'**Initiative de Londres** de février 2014. Nous réaffirmons notre engagement à lutter contre le braconnage et à appliquer un moratoire sur le commerce de l'ivoire.

Dans ce sens le Gabon et l'Allemagne organisent demain 26 septembre 2014, un évènement parallèle sur cette question.

Monsieur le Président,

Mon pays est plus que jamais déterminé à coopérer davantage, aux côtés des autres Etats, à la formulation d'un outil de développement qui tiendra compte des préoccupations globales de nos populations.

Cela implique, entre autres, **que nous devons opérer des avancées dans la réforme du système des Nations Unies.**

C'est dans cette perspective que le Gabon, à l'instar d'autres pays membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU), **adhère à l'initiative « Unis dans l'action »**. Actuellement au cœur de la réforme de l'ONU, cette démarche vise à améliorer la cohérence des activités opérationnelles de développement du Système des Nations Unies.

Monsieur le Président,

Le respect de la dignité humaine et des libertés fondamentales demeure au centre des préoccupations de mon Gouvernement.

C'est tout le sens que nous donnons à notre présidence du Conseil des droits de l'Homme qui intervient dans un contexte international très difficile, marqué par de nombreuses violations des droits de l'Homme.

En dépit de ces défis, le Conseil a su réagir et apporter des solutions aux situations d'urgence engendrées par ces violations. Le leadership du Gabon a permis d'entretenir un débat constructif et surtout d'éviter de retomber dans la politisation ou la polarisation des discussions.

Je tiens à renouveler ma reconnaissance aux pays qui nous apportent leur soutien pour la réussite de notre mandat.

C'est le lieu d'encourager la prise en compte de la dimension droit de l'Homme dans la réflexion actuelle sur l'agenda post-2015. **Le Gabon y est favorable et propose de mettre un accent particulier sur le lien entre droits de l'Homme et développement durable.**

Au regard de ce qui précède, le Gabon reste engagé aux côtés des autres Etats à continuer d'œuvrer à la recherche des solutions collectives adaptées aux défis actuels en vue d'un monde meilleur.

Je vous remercie.